

# Réussir l'intégration régionale : le Ghana peut-il surmonter le problème nigérian ?

**Fort d'une démocratie florissante, d'une économie stable, d'une législation de qualité et d'avantages attractifs pour les investissements, le Ghana a su affirmer son rôle de moteur de l'intégration économique régionale. Mais son leadership est-il suffisamment solide pour lui permettre de répondre aux défis qui subsistent ?**

**L**e Ghana joue un rôle moteur dans le domaine de l'intégration économique régionale en Afrique de l'Ouest. Le lancement officiel de la "Ghana Commodity Exchange" (GCX), la première plateforme régionale en ligne dédiée au commerce agricole, et l'inauguration de deux terminaux dernier cri à l'aéroport international de Kotoka (Terminal 3) et au port de Tema (Terminal 2) sont quelques-unes des nombreuses grandes initiatives prises par le pays dans l'espoir de participer au renforcement de l'intégration régionale et de faciliter la libre circulation des biens et des populations au Ghana et en Afrique de l'Ouest.

## **Le Ghana : un pays propice aux affaires**

Fort d'une démocratie florissante (cinq élections pacifiques, dont trois passations de pouvoir depuis 2000), d'une économie en pleine croissance, d'une législation de qualité (Company Act 2019) et d'avantages attractifs pour les investissements (en cours

de remaniement), le Ghana a su affirmer sa réputation de destination privilégiée pour le commerce en Afrique de l'Ouest. Même s'il a perdu quatre places dans le dernier classement "Doing Business" de la Banque mondiale et arrive désormais à la 118<sup>e</sup> position, se plaçant troisième de l'Afrique de l'Ouest derrière le Togo (97<sup>e</sup>) et la Côte d'Ivoire (110<sup>e</sup>) pour la première fois, le pays réalise une meilleure performance que ses rivaux régionaux, en matière de flux d'investissements directs étrangers pour l'année 2018 le Nigeria enregistrait environ 9 milliards de dollars en 2011 d'IDE et la Côte d'Ivoire près de 3 milliards de dollars. Pourtant, l'économie du Ghana est loin d'avoir atteint son potentiel. Même si la devise nationale ne cesse d'être dévaluée depuis le début de l'histoire moderne du pays, ce qui aurait participé à rendre la marchandise qu'il exporte plus compétitive sur la scène internationale, la dépréciation de sa monnaie (p. 10) n'a pas permis de déclencher le processus d'industrialisation, car la plupart de ses exportations

concerne les matières premières, à la fois minérales (le Ghana est un pays producteur de pétrole depuis 2011) et non-minérales. Le Ghana a récemment détrôné l'Afrique du Sud et se hisse désormais au premier rang des pays producteurs d'or du continent. Il est aussi le deuxième plus grand producteur de cacao, derrière la Côte d'Ivoire. Si ces deux pays fournissent à eux seuls 60 % des fèves de cacao du monde, ils ne représentent que 6 % de l'industrie mondiale du chocolat. Le faible niveau d'industrialisation du pays, associé au fait qu'il s'agit d'un importateur net de produits alimentaires, ne fait qu'accroître la vulnérabilité de son économie face à la volatilité des prix et aux chocs de marché extérieurs.

## **La GCX se révèle peu avantageuse**

L'entrée en vigueur de l'accord prévoyant la création de l'African Continental Free Trade Area (AfCFTA) le 30 mai 2019 pourrait servir à encourager le commerce intra-africain en accentuant la libéralisation de l'accès aux biens et aux services d'origine régionale et continentale. Cela permettra également de stimuler les efforts d'intégration régionale et d'amener chaque partenaire concerné, qui sont les organismes publics (ministères, autorités portuaires, etc.), les organismes privés (chambres de commerce, associations professionnelles de femmes, etc.), les OSC (Alliance Borderless, CUTS Africa, etc.), les agences de développement (DfiD, USAID, UE, etc.), les institutions financières internationales (Afreximbank, Ecobank, etc.) et d'autres entités, à imaginer de nouvelles alliances, de nouveaux partenariats et de nouvelles conditions d'engagement, afin de garantir que la mise en œuvre de l'AfCFTA saura répondre aux attentes de ses partenaires, au profit des gouvernements, des entreprises et des citoyens de la zone. En revanche, l'accord sur l'AfCFTA ne peut pas résoudre tous les problèmes de l'Afrique à lui seul. Si l'on veut s'attaquer au commerce intra-africain, faible mais constant, tout le monde doit mettre la main à la pâte afin d'aider l'Afrique à se développer, à avancer et à commercer. Cela implique d'investir davantage dans les infrastructures manquantes, qu'elles soient matérielles (routes, ports, ponts, etc.) ou immatérielles (gouvernance, corruption, responsabilité, etc.),



*Le manque d'infrastructures freine les échanges commerciaux en Afrique, entraînant des retards et une augmentation des coûts. Cette photo a été prise il y a peu à Paga, à la frontière entre le Ghana et le Burkina Faso, à la suite d'un violent orage.*

## Performance chronologique de l'Afrique de l'Ouest dans les rapports "Doing Business", 2012-2020 compilés par l'auteur

Classement Doing Business de l'Afrique de l'Ouest, 2012-2020\*\*

Légende :

Avancée

Recul

Pays ; DB12 ; DB13...  
Afrique de l'Ouest

COUNTRY	DB12	DB13	DB14	DB15	DB16	DB17	DB18	DB19	DB20
MAURITIUS*	23	19	20	31	32	49	25	20	13
TOGO	162	156	157	152	150	154	156	137	97
COTE D'IVOIRE	167	177	167	145	142	142	139	122	110
GHANA	63	64	67	112	114	108	120	114	118
SENEGAL	154	166	178	156	153	147	140	141	123
NIGERIA	133	131	147	170	169	169	145	146	131
NIGER	173	176	176	164	160	150	144	143	132
CABO VERDE	119	122	121	124	126	125	127	131	137
MALI	146	151	155	142	143	n/a	143	145	148
BENIN	175	175	174	162	158	155	151	153	149
BURKINA FASO	150	153	154	149	143	146	148	151	151
THE GAMBIA	149	147	150	150	151	145	146	149	155
GUINEA	179	178	175	171	165	163	153	152	156
SIERRA LEONE	141	140	142	147	147	148	160	163	163
GUINEA-BISSAU	176	179	180	181	178	175	176	175	174
LIBERIA	151	149	144	180	179	174	172	174	175
ERITREA*	180	182	184	180	180	180	189	189	189

Source : Banque mondiale, rapports Doing Business, 2012-2020 (compilés par l'auteur).  
\*Pays africains situés en bas et en haut du classement, à des fins d'illustration.  
\*\*Chaque rapport calcule les données par rapport à l'année précédente.

mais aussi d'établir des liaisons de marché sur l'ensemble du continent et, surtout, de construire une base industrielle locale et compétitive afin d'améliorer les processus de fabrication et de production, et ainsi permettre aux pays africains d'être compétitifs sur les marchés internationaux et de profiter de l'ajout de valeur dans leur économie nationale respective. Au Ghana, la GCX aura peu d'utilité si les producteurs et les fabricants d'Afrique de l'Ouest ne peuvent pas vendre librement leur marchandise hors de leurs frontières, qu'il s'agisse de produits bruts ou de produits transformés.

### Un manque de mise en œuvre au niveau régional

S'il reste un potentiel encore largement inexploité en Afrique de l'Ouest en matière d'agriculture, tous les pays ne parviendront pas à l'autosuffisance. En effet, pour accéder à la sécurité alimentaire, un pays a besoin d'un environnement propice qui l'aide à renforcer ses capacités à produire un plus petit nombre de produits compétitifs, assorti d'un environnement favorable qui permette l'importation de produits de bases non disponibles en provenance des pays voisins. Malheureusement, les communautés économiques régionales ne parviennent pas à faire appliquer leur réglementation locale à l'échelle nationale, en raison de l'absence de mise en œuvre au niveau régional et de mécanismes de sanction à l'encontre des pays qui ne respectent pas ces lois. Cette difficulté est d'autant plus exa-

cerbée par la présence de nombreux postes de contrôles le long des corridors, la corruption endémique, la non-reconnaissance réciproque des documents juridiques et la différence d'interprétation de certains textes régionaux, comme ce fut le cas pour la limite de charge des véhicules routiers. La crise qui sévit actuellement suite à la fermeture des frontières nigérianes et ses conséquences sur les échanges commerciaux intra-régionaux légitimes illustrent parfaitement le fait que certains pays ne sont pas en mesure d'accorder leurs intérêts nationaux avec ceux de la région et du continent. Le nombre de postes de contrôle routiers témoigne également de cette situation.

**LE GHANA PEUT JOUER  
UN RÔLE DÉCISIF  
DANS LA MISE EN ŒUVRE  
DE L'AFCTA**

La Ghana Shippers Authority a réalisé il y a peu une mission d'enquête qui a révélé la présence de quelque 75 postes de contrôle le long du corridor Tema-Paga reliant le Ghana au Burkina Faso, et ce pour un sens de circu-

lation uniquement. Ce nombre a été confirmé lors d'une autre mission d'enquête réalisée par un chercheur du "African Governance and Space" (AFRIGOS), un projet mené par le Centre d'études africaines de l'université d'Édimbourg qui consiste à étudier les corridors continentaux sur cinq ans. Lors de sa mission, le chercheur a également dénombré pas moins de 320 bandes rugueuses sur la même portion de route, qui sont à l'origine d'importants retards et d'une hausse des coûts de transports et de commerce le long de ce corridor, auxquels s'ajoute la détérioration considérable des produits due à l'état des infrastructures.

### Le rôle moteur du Ghana dans la mise en œuvre de l'AFCTA

Il est temps pour l'Afrique de l'Ouest d'admettre faire face à un problème et de trouver des solutions africaines aux difficultés qu'elle rencontre. L'accord relatif à l'African Continental Free Trade Area offre à la région l'occasion de se détacher des anciennes structures commerciales coloniales et de générer véritablement de la croissance économique et de la prospérité, en encadrant ses nombreux citoyens et ses différentes ressources de façon à gagner en intégration et en prospérité, au profit des gouvernements, des entreprises et des populations. Le Ghana peut jouer un rôle décisif dans la mise en œuvre de l'AFCTA en Afrique de l'Ouest. En effet, le pays accueille le Secrétariat de la zone et joue un rôle moteur historique dans l'intégration régionale et continentale. Il doit cependant d'abord relever les défis qui se présentent à lui et proposer une solution durable aux difficultés qui empêchent de libérer tout le potentiel de son économie. ■

Ziad Hamoui



Ziad Hamoui est le membre fondateur et ex-président de l'Alliance Borderless en Afrique de l'Ouest.

Il préside aujourd'hui le Comité national de l'Alliance Borderless au Ghana. Organisation de plaidoyer régionale multipartite, elle entend promouvoir l'intégration économique en Afrique de l'Ouest et faciliter le commerce et le transport dans la région.